

**Compte rendu de la réunion du Grand Comité de Jumelage
de BAMAKO les 27 et 28 février 2008**

Etaient présents pour LACIM : Mr André JOSSE, président
Mr NIANTIGUI DEMBELE, représentant LACIM pour le MALI
Mr YORO HAÏDARA, représentant adjoint basé à BAMAKO
Mr ISMARIL AG AGALY MOUSSA, représentant adjoint basé à GAO.

La réunion s'est tenue au Centre Islamique d'Hamdallaye, à Bamako. 34 villages étaient représentés, et seulement 4 municipalités, celles dépendant du Cercle de KITA ayant été convoquées au chef-lieu du Cercle au dernier moment. Comme en 2006, les débats ont été organisés par thèmes.
N.B. : il est intéressant de se reporter au compte rendu du Grand Comité de mars 2006.

1) Hydraulique villageoise

En raison d'une pluviométrie insuffisante dans le secteur, les nappes phréatiques sont anormalement basses et de nombreux villages ont fait part de leur préoccupation.

Nous envisageons de créer 2 puits dans la Commune de N'CIBA (les villages de DOMBILA et DJIDJANNA n'ont pas de point d'eau potable). Beaucoup de pompes sont en panne. Il faut distinguer :

- les pompes récentes, postérieures à 2000, dont le village peut assurer la maintenance avec une bonne organisation.
- les pompes très anciennes qu'il faut remplacer. Dans de nombreux villages, elles datent de 1986 - 1987, ayant été mises en place par des projets japonais.

Nous avons indiqué que nous allions nous intéresser très rapidement à ces dernières pompes et rechercher des financements, mais des comités d'usagers de l'eau devront être créés pour en assurer l'entretien. Villages identifiés : BOULOUKOU, DABAN N'TJIBA, SIRANIDOULOU, SOGNEBOUGOU, BAFEBOUGOU, GOUAKOULO, TONGOYE, GUILLY, SANANDIE, liste non exhaustive.

P.S. : le P.N.I.R. vient enfin de réaliser les 6 forages que nous avons cofinancés dans la zone de KASSARO.

2) Scolarisation des enfants

Le taux de scolarisation des enfants a beaucoup progressé, et en particulier celui des filles suite à l'alphabétisation des femmes et à la pression que nous avons exercée.

Seul le village de BAFEBOUGOU n'a pas encore d'école, la municipalité de NOSSOMBOUGOU n'ayant à notre avis pas apporté une aide suffisante.

Le coût de la scolarisation n'est pas l'obstacle principal. Il faut que les parents se persuadent que l'éducation de leurs enfants est une priorité car les jeunes non instruits auront du mal à trouver leur place dans le monde de demain.

En 2007, nous avons :

- cofinancé la construction d'écoles en dur maintenant achevées (à N'GARA, MINTINBOUGOU)
- construit en "semi-dur" (banco stabilisé) l'école de SANANCO
- rénové des écoles (N'TJILLA, N'TEKEDO, TONGOYE)
- financé de nombreuses séries de tables-bancs

L'appui que nous apportons aux écoles communautaires est très apprécié par les populations. Sans ces contrats, beaucoup d'écoles auraient disparu car l'Etat ne tient pas ses promesses de les ériger en "écoles fondamentales", les enseignants étant alors à sa charge. Cela nous a obligés à prolonger les contrats au delà des 4 ans prévus.

Il reste beaucoup à faire dans le domaine des infrastructures (il faudrait construire plus de 10 écoles) et des équipements. Dans certains cas, l'école se fait dans de très mauvaises conditions et il est difficile d'exiger la scolarisation de tous les enfants comme nous le souhaiterions.

3) Alphabétisation des femmes

L'apport de ce projet est fondamental. Il concerne cette année 27 villages et environ 1 800 femmes. Nous constatons un essoufflement dans certains villages et particulièrement lorsque c'est la population des hameaux qui devrait se mobiliser. Ceci a des raisons objectives (pénurie d'eau, recherche de petits revenus tels que, hélas, l'abattage de bois pour compenser les récoltes insuffisantes) aggravées par la distance à parcourir.

Les responsables ont promis de faire un effort de sensibilisation. La satisfaction des villages pour les intervenants de G.A.E. Sahel est unanime.

4) Moulins

Grâce à la maintenance périodique (2 fois par an) instaurée par L.A.C.I.M. qui prend en charge les frais de personnel, la plupart des moulins sont en bon état de fonctionnement. Les femmes gèrent seules les moulins et payent les pièces changées.

Malgré l'accroissement du prix du gas-oil, comme en France, les femmes n'ont pas augmenté le coût des prestations : 25 FCFA la mesure de mil et 650 FCFA la bassine de karité. Nous avons vivement suggéré d'augmenter ce tarif (objectif 750 FCFA), sachant que les femmes ne peuvent envisager de revenir à un traitement manuel très long et très pénible.

Le karité a été rare la saison dernière. Le kilo de beurre se vend de 800 à 1 000 FCFA au lieu de 200 FCFA en cas d'abondance.

Dans quelques villages, il subsiste un problème de meunier. A noter qu'à M'PIEBOUGOU, une fois le moteur démarré par un homme très coopératif (qui suit discrètement l'alphabétisation réservée aux femmes), ce sont les femmes qui conduisent le moulin.

Les villages qui n'ont qu'un moteur souhaitent tous être équipés d'un 2^{ème} mortier spécialisé en karité et arachides. Coût prévisionnel avec installation : 600 €.

Le technicien qui assurait la maintenance a été victime d'un accident dont il n'est pas responsable. Il a été amputé d'une jambe. Après des promesses d'indemnisation du gros commerçant dont le camion est impliqué dans l'accident, il risque de ne percevoir aucune indemnité. Actuellement, il se fait conduire en moto et a repris son travail. Son employeur souhaite l'aider à exploiter un moulin en ville à BAMAKO. Il nous demande de participer. Si chaque groupe concerné verse 80 €, le problème pourrait être résolu.

5) Maraîchage

Dans tous les villages ou presque, des familles pratiquent du maraîchage à plus ou moins grande échelle. Les limites sont la disponibilité en eau et les clôtures contre la divagation des animaux.

Tous les villages souhaitent bénéficier d'un périmètre maraîcher. Mais il faut que la disponibilité en eau soit assurée pour permettre 2 ou 3 récoltes (d'octobre à mai si possible).

La pluviométrie en hivernage 2007 a été très insuffisante pour nourrir les nappes phréatiques dont le niveau a parfois baissé de plusieurs mètres. Dans la Commune de N'CIBA, G.A.E. Sahel a pris en charge le surcreusement des puits de DOMBILA (on atteint la roche), de SIRANIDOULOU et TIESSEREBOUGOU. Il est inquiet pour le programme en cours avec le F.S.D. concernant 5 périmètres maraîchers dans la même commune. Ainsi le périmètre prévu à BANCOUMA II va être déplacé dans un autre village, le premier puits étant sec et ne laissant aucun espoir.

Un périmètre maraîcher améliore considérablement la santé des familles (équilibre nutritionnel) et permet aux femmes d'avoir des revenus qui sont importants pour leur permettre d'atteindre une certaine autonomie financière.

6) Micro-crédit

Dans tous les villages, avec l'alphabétisation, les femmes sont maintenant organisées en conformité avec des statuts-types de "caisse d'épargne et de crédit". Cela concerne maintenant plus de 2 500 femmes dans la zone, qui accèdent en moyenne à un prêt de 12 €, avec un intérêt de 1,5 % par mois.

Certaines femmes ont emprunté plus lorsqu'il existait des caisses officielles communales, comme à NOSSOMBOUGOU ou OULODO.

G.A.E. Sahel veut créer de telles caisses dans les communes de N'CIBA (1 500 femmes) et DABAN (600 femmes) et s'efforce de satisfaire rapidement à des exigences administratives parfois "bizarres", comme faire signer toutes les adhérentes ?

Bien sûr, seules les femmes auront accès au crédit car leur taux de remboursement est voisin de 100 % (exception pour un décès), alors que toutes les caisses ouvertes aux hommes sont en difficulté dans la zone.

Dans le système actuel, L.A.C.I.M. a fourni une partie du capital et assure les frais de fonctionnement. Dès 2008, une part des intérêts (0,3 % sur 1,5 % mensuel) va permettre d'avancer vers l'autonomie de gestion.

7) Banque de céréales

Bien que les banques céréalières soient gérées par les hommes, la situation s'améliore nettement, sauf exceptions. Un bilan va être effectué dans tous les villages.

De nombreux témoignages montrent qu'avec une bonne gestion, le village retire beaucoup d'avantages. Le fait de disposer de céréales au début des travaux des champs, lorsqu'il y a des prix élevés sur les marchés et risque de pénurie, est maintenant bien compris.

Après 5 ans d'existence et de bonne gestion, le village de GOUAKOULOU a témoigné disposer maintenant de surplus qui sont commercialisés avec profit.

Beaucoup de villages demandent la construction de bâtiments pour sécuriser le stock. Un tel bâtiment coûte environ 4 500 €. Ceci n'est envisageable que si la gestion est correcte.

8) Matériel agricole

Certains villages avaient bénéficié d'un capital permettant à des agriculteurs d'emprunter, avec un remboursement sur 4 ans (intérêt 10 % par an) permettant d'équiper ensuite d'autres agriculteurs.

Peu de villages ont respecté le contrat. Les mentalités semblent changer. Mais en attendant que la situation soit claire (peu de comptes correctement tenus), L.A.C.I.M. a demandé l'arrêt de la redistribution.

9) Agriculture durable

Le projet testé avec 55 agriculteurs dans les villages de N'CIBA a montré son utilité et sa rentabilité. Les agriculteurs bénéficiaires ont témoigné dans ce sens et affirment vouloir continuer à produire du compost et à mettre en place des dispositifs de lutte anti-érosion.

Il existe 2 obstacles :

- le manque d'eau
- les difficultés de transport du fumier. Beaucoup doivent emprunter charrette et âne.

Le projet a été étendu à 55 autres agriculteurs de N'CIBA et à 110 sur d'autres communes. Très peu n'ont pas entrepris les travaux prévus par contrat.

N.B. : voir rapport ci-joint.

10) Couture et teinture

Ce projet a été initié par G.A.E. Sahel à FALADIE, chef-lieu de la Commune de N'CIBA, avec l'aide du D.E.D. (Service Allemand de Développement). L.A.C.I.M. a fourni récemment un fonds de roulement et suit avec intérêt l'expérience en cours, concernant 14 femmes en coupe - couture et 23 femmes en teinture.

11) Maternité et dispensaire

Une maternité n'est viable qu'avec une population concernée supérieure à 2 500 habitants. Trop de maternités actuelles construites par L.A.C.I.M. dans les années 1990 ne correspondent pas à ce critère.

Dans les maternités L.A.C.I.M., un comité de santé (composé uniquement de femmes) aide la matrone à maintenir l'hygiène en nettoyant les locaux une fois par semaine et assure la gestion.

La fréquentation s'améliore mais on se heurte parfois à des problèmes de compétence insuffisante des matrones. L.A.C.I.M. va continuer à assurer le suivi.